

Déclaration conjointe du Président de la République et du Premier ministre des Pays-Bas.

Emmanuel MACRON

Thank you very much, Mr. Prime Minister. Cher Rob, Monsieur le premier ministre, cher Rob, Mesdames et Messieurs.

Merci beaucoup, Monsieur le premier ministre, pour nous accueillir avec ma délégation à Eindhoven. C'est une grande chance, un grand plaisir de pouvoir vous retrouver après ma visite d'État de 2023. La très forte relation de proximité que nous avons et votre visite en France, et dans un moment extrêmement important. Monsieur le premier ministre vient de l'évoquer, évidemment, les grandes guerres et les crises géopolitiques qui continuent dans le contexte, et nous venons de l'évoquer ensemble. Dans ce contexte, nous réaffirmons évidemment notre soutien à l'Ukraine. C'était le sens de la réunion de la coalition des volontaires tenue il y a quelques jours, l'effort qui va se poursuivre et qui doit s'accélérer pour lutter contre les attaques en particulier contre les populations civiles et ce que subit l'Ukraine.

C'est aussi l'occasion ici ensemble de dire notre soutien et notre solidarité à l'Allemagne, qui a attribué hier l'attaque de Leipzig d'il y a quelques semaines à la Russie. Donc, il est très clair qu'une fois encore, c'est une ingérence, c'est cette guerre hybride au fond que nous mène la Russie, qui est ainsi documentée, je veux ici redire notre plein soutien à l'Allemagne et au travail qui est fait, et évidemment notre solidarité avec tous les collègues européens.

Nous avons pu également évoquer la situation au Proche et Moyen-Orient, la très étroite coordination qui est la nôtre en la matière. Je remercie Monsieur le premier ministre aussi pour les décisions rapides qui avaient été prises lorsque nous avons justement décidé les manœuvres pour protéger en Méditerranée orientale ou au large d'Ormuz, après la décision au printemps dernier de réorienter, même à la fin de l'hiver, de réorienter le groupe aéronaval français, il y avait quelques frégates avec nous. Les frégates néerlandaises ne se sont pas posé une seule question et étaient à nos côtés, ce qui illustre, je dirais, en actes, la force de notre coopération.

Alors, en effet, cette coopération n'a cessé de croître durant les dernières années et même les derniers mois. En particulier en matière de défense. Je l'évoquais en parlant d'Ukraine ou de Proche et Moyen-Orient. Je pourrais aussi ici convoquer votre décision d'acquérir 4 sous-marins de Naval Group et notre volonté de travailler ensemble à la dissuasion nucléaire avancée que nous avons proposée en mars dernier et sur laquelle, tout de suite, nous avons ensemble œuvré. C'est un partenariat que nous souhaitons approfondir pour répondre aux besoins capacitaires identifiés, et d'ailleurs qui sont communs à nos pays et parfois à d'autres amis dans la région : programme de frégates de défense aérienne, renforcement de nos bases industrielles et technologiques de défense. Notre volonté, c'est ensemble de consolider cette base industrielle et technologique de défense européenne et de renforcer ces partenariats capacitaires entre nos deux pays. Ceux-ci se fondent sur cette confiance très forte qu'il y a entre nos armées et nos services.

Ensuite, évidemment, en matière économique, et notamment dans le domaine de l'innovation et de la technologie, nous avons beaucoup à faire ensemble. Là aussi, ceci s'est accru ces derniers mois avec le partenariat qui a été noué entre ASML et Mistral AI, avec lesquels nous allons échanger dans un instant. C'est aussi ce que nous voulons faire en matière de souveraineté énergétique, alors que les Pays-Bas souhaitent s'engager dans un programme de nouveau nucléaire et que la France a pris la décision, il y a quelques années, de lancer un programme de nouveau nucléaire pour elle-même. Là aussi, nous avons en la matière beaucoup de choses à faire ensemble.

Pour revenir à la compétitivité européenne, à notre innovation, nos capacités d'avancer, je crois que nous portons tous les deux un agenda extrêmement ambitieux pour notre Europe. Plus de compétitivité, un marché unique intégré, réussir à avoir aussi un marché des capitaux qui soit plus unifié pour investir de l'argent privé européen dans notre technologie et notre innovation, un budget européen qui soit suffisamment ambitieux également pour porter ces priorités dans l'intelligence artificielle, le quantique, le spatial ou la défense.

En étant ici à Eindhoven, nous consacrons, je dirais, la coopération dans ce domaine et au moment où la compétition technologique mondiale accélère et que nous faisons face à une transformation très profonde dans ce domaine, en particulier celui des semi-conducteurs, de l'intelligence artificielle, des centres de données. Notre conviction, c'est que l'Europe a une stratégie à avoir et à faire ensemble. Faire ensemble, c'est évidemment ce qui est fait ici dans les centres de recherche, dans les grandes entreprises qui sont présentes, et c'est la stratégie que nous voulons pousser. C'est défendre la sécurité économique européenne. Si l'Europe veut rester dans la course, elle doit consolider des chaînes de production en Europe, elle doit consolider une approche pragmatique vis-à-vis de ses grands compétiteurs internationaux.

En France, nous avons fait le choix du quantique et de l'intelligence artificielle par des stratégies propres et les financements de France 2030 lancés il y a plusieurs années. Nous avons ensuite eu ces programmes d'intérêt européen que nous avons déployés. Notre conviction, c'est que l'Europe doit passer un nouveau cap avec justement le *Chips Act*, le *Quantum Flagship* et EuroHPC, qui ont posé les bases d'une politique européenne en microélectronique et en quantique, et infrastructures européennes en matière de cybercalcul. Nous voulons aller plus loin. D'abord mobiliser et connecter nos forces pour changer d'échelle. C'est le but du rendez-vous que nous allons avoir et, au fond, de ce club de la technologie, parce qu'il faut mobiliser les gouvernements, mais l'ensemble des acteurs de la technologie, les laboratoires, les entreprises qui innovent, celles qui créent ces semi-conducteurs ou le permettent, et celles qui les utilisent. Dans tous les domaines, de l'aéronautique aux télécommunications, en passant évidemment par les acteurs de l'IA ou de l'automobile.

Ensuite, c'est porter la préférence européenne en mobilisant la demande européenne avec une commande publique, les subventions publiques au service d'offres européennes souveraines. Le paquet souveraineté technologique proposé par la Commission en juin dernier introduit ces critères de préférence pour la première fois dans le *cloud*, l'IA, la microélectronique, nous devons les renforcer.

Troisième élément, c'est appeler à un cadre européen ambitieux de souveraineté technologique, protecteur face aux législations extraterritoriales. Là aussi, nous voulons préserver, en matière de cybersécurité comme en matière de souveraineté numérique ou de cloud, nos acteurs européens de ces risques. Quatrièmement, je le disais, c'est financer tout cela avec l'argent public. Notre ambition pour le prochain budget, et privé, c'est la finalisation durant ce semestre de l'union des marchés de capitaux. Cinquièmement, c'est soutenir une action européenne ciblée sur le développement des modèles d'IA de frontière et sur leur accès. C'est fondamental que nous gardions la possibilité, parce que c'est une nécessité, d'avoir un modèle frontière de l'IA européen pour ne pas dépendre. Sixièmement, c'est sécuriser le futur du calcul quantique et photonique. Nous appelons à un *Quantum Act* qui permette d'organiser une véritable chaîne de valeur quantique européenne. Et puis, c'est enfin de travailler de concert avec nos industriels. C'est les *Tech Creators* que nous verrons aujourd'hui avec d'autres entreprises néerlandaises et françaises. C'est consolider les partenariats comme ceux entre ASML et Mistral, comme ceux que nous avons aussi avec Quobly, TNO et plusieurs autres.

C'est pour ça que dans quelques mois, d'ici la fin de l'année, nous réunirons avec Monsieur le premier ministre à Paris des acteurs plus largement de la tech européenne pour consolider justement cet écosystème et, avec la Commission européenne, nos partenaires allemands et tous les partenaires européens qui souhaiteront s'y joindre, avoir une vraie coalition pour accélérer cet agenda à la fois de financement, de textes, mais aussi d'ambitions et de projets très concrets au niveau européen. Nous le ferons en même temps que nous aurons à réunir le prochain séminaire gouvernemental franco-néerlandais qui nous permettra d'avancer sur ces sujets comme sur beaucoup de sujets bilatéraux.

Voilà, Mesdames et Messieurs, ce que je voulais vous dire. La réunion d'aujourd'hui est pour moi très importante parce qu'elle montre que le couple franco-néerlandais est moteur en matière justement d'innovation, d'IA, de quantique, d'électronique. C'est une infrastructure absolument indispensable pour l'industrialisation du futur de notre continent, la création de richesses et l'autonomie stratégique de notre continent. Donc, nous jouons là aussi une partie de l'avenir pour nos peuples. Je remercie beaucoup Monsieur le premier ministre, cher Rob, de son accueil.